

Sortir du sous-développement : le rôle de l'apport extérieur

3 juillet 2007



L'Organisation des Nations unies a établi une liste des « pays les moins avancés » (PMA) révisée tous les trois ans en fonction de trois critères :

- un faible revenu (le revenu par habitant)
- l'insuffisance des ressources humaines (indice qui inclut la population sous-alimentée, le taux de mortalité infantile, le niveau d'éducation primaire et secondaire)
- le taux d'alphabétisation des adultes.

50 pays font aujourd'hui partie du groupe des pays les moins avancés. Le Niger est le pays le plus pauvre : l'espérance de vie à la naissance est de 44,6 ans ; seulement 28,7 % des plus de 15 ans sont alphabétisés, 21 % des moins de 24 ans sont scolarisés et le revenu moyen par habitant par an était de 779 dollars en 2004. L'indicateur de développement (IDH) qui inclut ces différents éléments est donc particulièrement faible : 0,311 sur une échelle de 0 à 1.

La pauvreté entraîne une spirale qui freine le développement : des revenus faibles ne permettent pas une épargne suffisante pour investir, sans amélioration du capital et des connaissances humaines, la productivité reste faible et ne permet pas une hausse du niveau de vie. Si l'on ajoute à cela la fuite des cerveaux, l'avenir est sombre.

La mondialisation permet-elle de sortir de ce cercle vicieux en apportant les capitaux qui manquent ? Les financements extérieurs peuvent être de deux ordres : les aides publiques au développement (APD), reçues d'organismes multilatéraux internationaux, et les investissements directs étrangers (investissements reçus par les entreprises étrangères). Pour les rembourser, il est nécessaire de développer des exportations, qui permettront d'obtenir des devises.

En comparant trois groupes de pays pauvres, le rapport 2006 de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) analyse les effets de la mondialisation. Les pays où le taux de croissance du PIB réel a le plus augmenté en 2004 (groupe 1 dans notre tableau) sont, en moyenne, ceux dans lesquels la part des investissements directs et des exportations par rapport au PIB étaient les plus élevés en 2004 et s'est le plus fortement accru au cours des cinq dernières années.

Les investissements étrangers favorisent la croissance. Le Congo en est un exemple : les aides publiques au développement se sont fortement accrues de 4,3 % du PIB en 2000 à 13,7 % en 2004, les investissements étrangers représentaient 0,5 % du PIB en 2000 et 13,7 % en 2004... Mais il existe des cas particuliers comme le Cambodge où les parts de l'aide publique et des investissements directs se sont réduits sans entamer la croissance. Les pays pétroliers (Angola, Guinée équatoriale, Soudan et Yémen) jouent un rôle moteur dans ce groupe puisqu'ils réalisent près de la moitié des exportations des pays pauvres mais, même dans ces pays, le secteur exportateur n'est qu'une enclave qui entraîne peu le développement du reste du territoire. Dans les PMA non pétroliers, les déficits extérieurs augmentent.

A l'opposé, les pays les plus pauvres qui ont affiché en moyenne le taux de croissance du PIB réel le plus faible en 2004 (groupe 3) sont ceux dans lesquels les parts des investissements privés, l'aide publique et les exportations de marchandises par rapport au PIB étaient le plus bas et avaient le plus faiblement progressé au cours des cinq dernières années.

Les pays se trouvant dans une situation intermédiaire (groupe 2) sont ceux dans lesquels le ratio aide publique nette/PIB était le plus élevé et avait le plus augmenté entre 2000 et 2004, comme en Ouganda et au Rwanda. Le rapport note que ces ressources ont souvent des buts sociaux et font progresser la production du pays.

Si l'accès aux capitaux étrangers a une influence relative sur la croissance, l'effet sur le développement est encore plus fragile : le capital humain (la scolarisation) des pays pauvres est très en retard et les investissements étrangers visent davantage à utiliser leurs ressources naturelles qu'à permettre de diversifier la production.

Pour sortir de ces problèmes, le rapport préconise des politiques économiques qui privilégient le développement. Les politiques des années 1980-1990 ont trop souvent privilégié la libéralisation économique sans chercher à augmenter les capacités productives ; les aides devraient être davantage utilisées pour favoriser la production, l'emploi, la croissance et l'investissement.

Le faible développement des pays les moins avancés

	Espérance de vie à la naissance en années	Taux d'alphabétisation des adultes en % des 15 ans et plus	Taux brut de scolarisation des moins de 24 ans en %	PIB par habitant en dollars	Indicateur de développement humain
Ensemble des PMA	52,4	63,7	45	1 350	0,464
Guinée équatoriale	42,8	87,0	58	2 510	0,653
Cambodge	56,5	73,6	60	2 423	0,583
Congo	52,3	nc	52	978	0,520
Madagascar	55,6	70,7	57	857	0,516
Ouganda	48,4	66,8	66	1 478	0,502
Togo	54,5	53,2	55	1 536	0,495
Djibouti	52,9	nc	24	1 993	0,494
Mauritanie	53,1	51,2	46	1 940	0,486
Sénégal	56,0	39,3	38	1 713	0,460
Rwanda	43,4	nc	55	1 154	0,448
Bénin	54,3	34,7	49	1 091	0,428
Burkina Faso	44,8	nc	37	722	0,349
Mali	48,1	19,0	35	998	0,338
Niger	44,6	28,7	21	779	0,311

Source : Rapport mondial sur le développement 2006 du PNUD - 2004

Ouverture extérieure et développement

Apports nets d'APD en % du PIB / 2000	Apports nets d'APD en % du PIB / 2004	Apport nets d'IED en % du PIB / 2000	Apports nets d'IED en % du PIB / 2004	Exportations en % du PIB / 2000	Exportations en % du PIB / 2004	Indicateur de Développement Humain 2000	Indicateur de Développement Humain 2004
---------------------------------------	---------------------------------------	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

Groupe 1 (le PIB a augmenté de plus de 6 % en 2004)	11,3	13,9	4,6	10,1	25,3	28,4		
Cambodge	11,1	10,4	4,1	2,9	39,0	52,5	0,545	0,583
Guinée équatoriale	1,6	0,9	8,0	51,4	81,8	89,9	0,643	0,653
Mauritanie	22,6	13,3	4,3	22,1	38,1	23,2	0,447	0,486
Congo	4,3	27,2	0,5	13,7	17,7	21,5	0,502	0,520
Sénégal	9,7	13,7	1,4	0,9	21,0	20,0	0,459	0,479
Groupe 2 (le PIB a augmenté de plus de 3 % et de moins de 6 % en 2004)	14,9	18,8	2,0	1,9	15,3	17,6		
Burkina Faso	12,9	12,7	0,9	0,7	8,0	9,2	0,330	0,342
Djibouti	12,9	9,8	0,6	5,0	5,8	6,2	0,485	0,494
Madagascar	8,3	28,3	2,1	1,0	21,3	21,3	0,482	0,509
Ouganda	13,9	17,0	3,1	3,5	7,8	9,4	0,474	0,502
Rwanda	17,8	25,4	0,4	0,6	2,9	5,3	0,426	0,450
Togo	5,3	3,0	3,1	2,9	34,6	31,0	0,504	0,495
Zambie	24,6	20,1	3,8	6,2	2,4	20,6	0,427	0,421
Groupe 3 (le PIB a augmenté de moins de 3 % en 2004)	10,6	10,9	1,3	1,3	16,9	15,7	.	.
Bénin	10,6	9,3	2,6	1,5	17,4	16,5	0,416	0,428
Mali	14,8	11,7	3,4	3,7	22,7	23,1	0,332	0,342
Niger	11,7	17,4	0,5	0,6	15,7	12,0	0,268	0,311

Source : ONU - Rapport sur les PMA 2006 de la Cnuccd page 39 et Rapport sur le développement 2006 du PNUD

Photo / United Nations Development Program

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Analyses](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Sortir-du-sous-developpement-le-role-de-l-apport-exterieur>